**DELIBERATION PORTANT CRÉATION**

**D’UN EMPLOI PERMANENT A TEMPS (*NON*) COMPLET**

***Les mentions en italique constituent des commentaires destinés à faciliter la rédaction de la délibération. Ils doivent être supprimés de la délibération définitive.***

Le ... *(date)*, à ... *(heure)*, en ... *(lieu)* se sont réunis les membres du Conseil Municipal *(ou autre assemblée)*, sous la présidence de ..., convoqués le …,

Etaient présents :

Etaient absent*(s)* excusé*(s)* :

Le secrétariat a été assuré par :

Le Maire *(ou le Président)* rappelle à l’assemblée :

Conformément à l’article L. 313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l’organe délibérant de la collectivité ou de l’établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal *(ou autre assemblée)* de fixer l’effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu’il s’agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade. En cas de suppression d’emploi, la décision est soumise à l’avis préalable du Comité Technique compétent.

La délibération portant création d’un emploi permanent doit préciser :

* le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l’emploi créé,
* la catégorie hiérarchique dont l’emploi relève,
* pour un emploi permanent à temps non complet, la durée hebdomadaire de service afférente à l’emploi en fraction de temps complet exprimée en heures (… / 35ème),
* le cas échéant, si l'emploi peut également être pourvu par un agent contractuel et dans ce cas, elle indique le motif invoqué, la nature des fonctions, les niveaux de recrutement et de rémunération de l'emploi créé.

Compte tenu de … *(indiquer les motifs de création de l’emploi, par exemple : la création d’une nouvelle mission),* il convient de renforcer les effectifs du service … *(préciser le service).*

**Le Maire *(ou le Président)* propose à l’assemblée :**

La création d’un emploi permanent de … *(préciser le cadre d’emploi et le (ou les) grade(s))* à temps *(non)* complet *à raison de … heures hebdomadaires, soit … /35ème,* à compter du … *(date ne pouvant être rétroactive sauf régularisation :*

*Il est possible de créer rétroactivement un emploi afin de régulariser la situation d’un agent, recruté sans que l’emploi correspondant n’ait été préalablement créé et budgété par une délibération, dès lors qu'il apparait que l'intéressé avait effectivement exercé ses fonctions* [*CAA de Douai 13 mars 2012, n° 11DA01200*](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000025528622/)*).*

A ce titre, cet emploi sera occupé par un fonctionnaire appartenant au cadre d’emplois des … au*(x)* grade*(s)* de … relevant de la catégorie hiérarchique … *(A, B ou C)*,

L’agent affecté à cet emploi sera chargé des fonctions suivantes : … *(Définir la nature des fonctions)*

La rémunération et le déroulement de la carrière correspondront au cadre d’emplois concerné.

\*\*\*

***A adapter selon les cas pour permettre le recrutement d’un agent contractuel :***

*(****Rappel****: selon la jurisprudence administrative, il est impossible de créer un emploi permanent exclusivement réservé aux agents contractuels, toutefois, rien n’interdit à une assemblée délibérante de préciser que les emplois permanents qu'elle crée sont susceptibles d'être occupés par des agents contractuels et de fixer les conditions de leur recrutement)*

* ***1er cas****: pour les besoins de continuité du service, les emplois permanents des collectivités et établissements peuvent être occupés par des agents contractuels pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire :*

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires et pour les besoins de continuité du service, cet emploi pourra être pourvu par un agent contractuel de droit public dans les conditions de l’article L. 332-14 du code général de la fonction publique, pour faire face à une vacance temporaire d’emploi dans l’attente du recrutement d’un fonctionnaire.

Le contrat sera alors conclu pour une durée déterminée d’une durée d’un an. Il pourra être prolongé, dans la limite d’une durée totale de deux ans, lorsque la procédure de recrutement d’un fonctionnaire n’aura pu aboutir au terme de la première année.

* ***2ème cas****: Lorsqu’il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes (très rare en pratique, exemple : emploi de collaborateur de groupe d’élus* [*CE 06/11/2013, n° 366309*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000028161284&fastReqId=1270827457&fastPos=1)*) :*

Dans la mesure où les missions de l’emploi créé ne relèvent d’aucun cadre d’emplois de fonctionnaires, cet emploi sera pourvu par un agent contractuel de droit public dans les conditions de l'article L. 332-8 1° du code général de la fonction publique, lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.

Le contrat sera alors conclu pour une durée déterminée d’une durée maximale de trois ans. Il pourra être prolongé, par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

A l’issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l’agent pourra être reconduit que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

* ***3ème cas****: Lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté :*

*(Pour rappel : « Nature des fonctions » : c’est le cas lorsqu’il s’agit de pourvoir un emploi exigeant des compétences hautement spécialisées et que l’administration ne parvient pas à trouver au sein des membres du cadre d’emplois concerné le candidat idoine,*

*ou « besoins des services » : lorsqu’’il n’a pas été possible de pourvoir par un fonctionnaire, faute de candidats aux concours ou à la mobilité, et que la continuité du service impose de pourvoir rapidement le poste)*

En cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, cet emploi sera susceptible d’être pourvu par un agent contractuel de droit public dans les conditions de l'article L. 332-8 2° du code général de la fonction publique pour les emplois de catégories A, B ou C, lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu’aucun fonctionnaire n’ait pu être recruté dans les conditions prévues par le code général de la fonction publique.

Le contrat sera alors conclu pour une durée déterminée d’une durée maximale de trois ans. Il pourra être prolongé, par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

A l’issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l’agent pourra être reconduit que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

* ***4ème cas****:* *Pour tous les emplois des* ***communes de moins de 1 000 habitants*** *et les* ***groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants****:*

Toutefois et par dérogation au principe énoncé à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, cet emploi est susceptible d’être pourvu par un agent contractuel de droit public dans les conditions de l'article L. 332-8 3° du code général de la fonction publique pour tous les emplois des communes de moins de 1000 habitants et les groupements de communes regroupant moins de 15000 habitants.

Le contrat sera alors conclu pour une durée déterminée d’une durée maximale de trois ans. Il pourra être prolongé, par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

A l’issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l’agent pourra être reconduit que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

* ***5ème cas****: Pour tous les emplois des* ***communes nouvelles issues de la fusion de communes de moins de 1000 habitants****, pendant une période de trois années suivant leur création, prolongée, le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement de leur conseil municipal suivant cette même création*

Toutefois et par dérogation au principe énoncé à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, cet emploi est susceptible d’être pourvu par un agent contractuel de droit public dans les conditions de l'article L. 332-8 4° du code général de la fonction publique, pour tous les emplois des communes nouvelles issues de la fusion de communes de moins de 1000 habitants, pendant une période de trois années suivant leur création, prolongée, le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement de leur conseil municipal suivant cette même création.

Le contrat sera alors conclu pour une durée déterminée d’une durée maximale de trois ans. Il pourra être prolongé, par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

A l’issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l’agent pourra être reconduit que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

* ***6ème cas****: pour tous les emplois permanents à* ***temps non complet dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %*** *(soit moins de 17h30) pour toutes les collectivités territoriales ou établissements*

Toutefois et par dérogation au principe énoncé à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique cet emploi est susceptible d’être pourvu par un agent contractuel de droit public dans les conditions de l'article L. 332-8 5° du code général de la fonction publique pour tous les emplois à temps non complet lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.

Le contrat sera alors conclu pour une durée déterminée d’une durée maximale de trois ans. Il pourra être prolongé, par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

A l’issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l’agent pourra être reconduit que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

* ***7ème cas****: pour les emplois des* ***communes de moins de 2 000 habitants*** *et des* ***groupements de communes de moins de 10 000 habitants*** *dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public (exemple : poste d’ATSEM …)*

Toutefois et par dérogation au principe énoncé à l'article L. 311-1 du code général de la fonction publique, cet emploi est susceptible d’être pourvu par un agent contractuel de droit public dans les conditions de l'article L. 332-8 6° du code général de la fonction publique pour les emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.

Le contrat sera alors conclu pour une durée déterminée d’une durée maximale de trois ans. Il pourra être prolongé, par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

A l’issue de cette période maximale de 6 ans, le contrat de l’agent pourra être reconduit que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

\*\*\*

L’agent contractuel devra justifier … *(mentionner les conditions particulières exigées des candidats tels que le niveau scolaire, la possession d’un diplôme, une condition d’expérience professionnelle)* et sa rémunération sera calculée, compte tenu de la nature des fonctions à exercer assimilées à un emploi de catégorie … *(A, B ou C)*, par référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.

Monsieur *(ou Madame)* le Maire *(ou le Président)* informera le centre de gestion de la fonction publique territoriale de l’Oise de la création ou de la vacance de cet emploi permanent afin qu’il en assure la publicité.

Monsieur *(ou Madame)* le Maire *(ou le Président)* est également chargé de recruter l’agent affecté à ce poste.

Enfin et conformément aux dispositions de l’article L. 452-44 du code général de la fonction publique, ce poste pourra, à la demande expresse de la commune (*ou de l’établissement*), être pourvu par un agent contractuel du Centre de Gestion de l’Oise qui sera mis à disposition de la collectivité pour assurer cette mission permanente à temps complet *(ou non complet)*.

**Le conseil municipal *(ou autre assemblée),* après en avoir délibéré,**

Vu le code général de la fonction publique, et notamment les articles L.311-1, L.313-1, L.313-3 *et L.332-14 (ou L. 332-8 …),*

*Vu le décret n° … du … portant statut particulier du cadre d’emplois des …,*

*Vu le décret n° … du … portant échelonnement indiciaire …*

Considérant le tableau des emplois adopté par le Conseil Municipal *(ou autre assemblée)* le ...

**DECIDE :**

**Article 1** : d’adopter la proposition du Maire *(ou du Président),*

**Article 2** : de modifier ainsi le tableau des emplois :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Filière** | **Grade/Emploi** | **Fonctions** | **Temps de travail** | **Susceptible d'être pourvu par voie contractuelle** | **Postes pourvus****ou vacants** |
| *Administrative* | *Rédacteur* | *Secrétaire de Mairie* | *35h* | *Oui /* *332-8 2°* | *Pourvu par un fonctionnaire* |
| *Technique* | *Adjoint technique principal de 2ème classe* | *Agent polyvalent* | *35h* | *Oui /* *332-14°* | *Pourvu par un fonctionnaire* |
| *Technique* | *Adjoint technique territorial* | *Agent d’entretien* | *10h* | *Oui /* *332-8 5°* | *Pourvu par un contractuel* |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |

**Article 3 :** d’abroger les précédentes délibérations fixant le tableau des effectifs de … à compter de l’entrée en vigueur de la présente.

**Article 4** : d’inscrire au budget les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux emplois et grades ainsi créés sont inscrits au budget de l’exercice en cours.

**Article 5 :** les dispositions de la présente délibération prendront effet après transmission aux services de l’Etat et publication et ou notification.

**Article 6 :** Le Maire *(ou le président)* certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l’Etat et de sa publication.

Le Tribunal Administratif peut être saisi au moyen de l’application informatique télérecours citoyen accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ADOPTÉ** : à l’unanimité des membres présents

ou

à .................. voix pour

à .................. voix contre

à .................. abstention*(s)*

 Fait à...........................................,

 le .........................................

 Prénom, nom et qualité du signataire

* Transmis au représentant de l’Etat le : …
* Publié le : …